

INFO CHIMIE

Covid-19 : entretien exclusif avec Magali Smets, directrice générale de France Chimie

Sylvie Latieule

Publié le 19/03/2020 à 17h03



© France Chimie

Tous les sites de production chimique poursuivent-ils leur activité ou tournent-ils au ralenti ?

Nos productions sont essentielles pour assurer la santé, l'hygiène, la sécurité alimentaire de nos concitoyens, ainsi que la fourniture en services vitaux (eau, énergie, assainissement). Les sites de production poursuivent autant que possible leur activité, tout en assurant la sécurité et la santé des employés, des sous-traitants et des riverains. Nos entreprises, fournisseurs clés de tous les secteurs économiques, ont ainsi intégré dans leur plan de continuité d'activité les spécificités de la situation

sanitaire sans précédent que nous vivons actuellement. Elles ont adapté leurs organisations afin d'appliquer les recommandations du gouvernement en matière, notamment, de télétravail et de protection des populations fragiles. Sur les sites de production comme aux sièges, les fonctions vitales de l'entreprise restent mobilisées en présentiel : que ce soient le directeur d'usine, son responsable HSE ou bien les techniciens et les ouvriers de production.

Y a-t-il des segments de la chimie plus ou moins touchés ?

Il est encore trop tôt pour se prononcer. Nous avons lancé un « observatoire » auprès des adhérents de France Chimie pour évaluer l'impact de la crise Covid 19 sur les ventes, l'export, les coûts d'approvisionnement. L'essentiel de l'impact me semble à venir, mais déjà un petit nombre d'entreprises sont à l'arrêt. Pour elles, les mesures mises en place par le gouvernement seront très utiles. Nous les relayons d'ailleurs régulièrement à tous nos adhérents. Maintenant, nous observons aussi de fortes demandes de produits d'hygiène, de gel hydroalcoolique et par ricochet de toutes les substances en amont. Un nombre croissant de nos adhérents a pris l'initiative de lancer la production de gel, un arrêté donnant une autorisation temporaire aux établissements ICPE pour en distribuer. Cette mobilisation de notre industrie est une contribution à l'effort de solidarité nationale.

La profession est-elle touchée par des salariés qui souhaitent exercer un droit de retrait ?

En responsabilité, les entreprises se conforment aux prescriptions qui ont été formulées pour protéger leurs salariés (gestes barrières, distance de sécurité, désinfection...). Le gouvernement a rappelé qu'il était important de maintenir la continuité économique.

Où se situent les points les plus critiques – logistique, conduite des opérations, sécurité... ?

Nous commençons à observer des difficultés liées à l'absence de personnel ou de sous-traitants, ou aux difficultés d'approvisionnement. Les questions de logistique deviennent un point critique. Ce sont des questions parfois très pratiques : il faut continuer à assurer des conditions de travail adéquates pour les chauffeurs (accès à des douches et restaurants pour les routiers, mise à disposition de savon dans les sanitaires, de gel hydroalcoolique...). Nous dépendons également du fret ferroviaire, des grands ports ou des flux intra-communautaires. Le caractère prioritaire de nos flux doit être entendu. Tous ces points ont été remontés aux ministères.

Quels risques en cas d'arrêt de plateformes chimiques ? Y aura-t-il des difficultés de redémarrage ?

Les procédés de l'amont de la chimie sont souvent continus et certaines de nos usines ne sont pas conçues pour faire du « go-no go ». D'où l'importance de la mise en œuvre des plans de continuité d'activité.

Y a-t-il une baisse de la demande notable de certains marchés aval ?

On peut bien entendu s'attendre à un impact des fermetures de certaines usines en France, comme celles de l'automobile. Maintenant, je rappelle que les productions de la chimie en France répondent à 70% à des marchés à l'export. Nos partenaires internationaux attendent nos productions. Certains secteurs qui se sont mis à l'arrêt font face aujourd'hui à des pénalités de retard massives de la part de leurs clients internationaux. Il est important d'assurer le soutien de toutes nos activités de manière à préserver à long terme notre outil industriel.